Réseau
Sortir du nucléaire

Réseau "Sortir du nucléaire"
9 rue Dumenge - 69317 Lyon
Tél : 04 78 28 29 22 Fax : 04 72 07 70 04
www.sortirdunucleaire.org

Fédération de plus de 930 associations et 60 000 personnes, agrée pour la protection de l'environnement

Source : https://www.sortirdunucleaire.org/Le-choix-nucleaire-une-erreur

1er août 2009

Le choix nucléaire, une erreur historique.

François Fillon, lors de sa visite au Tricastin, a qualifié de chance historique le choix nucléaire de la France. Il s'agit plutôt d'une erreur historique car la situation de 2009 n'a rien à voir avec celle de 1973 mais les conséquences pour notre pays, en termes de responsabilité internationale, risquent d'être historiques.

En 1973, le choix industriel du nucléaire pouvait paraître défendable : la question des déchets et du démantèlement était mal connue et Tchernobyl ne s'était pas produit. Aujourd'hui, les impasses du nucléaire, le coût du démantèlement et les risques sont non seulement connus mais accrus en raison du vieillissement des centrales, de la privatisation qui ne peut que privilégier la rentabilité au détriment de la sécurité. Mais, surtout, la problématique industrielle n'a plus rien à voir.

L'heure du grand retour du nucléaire dans le monde n'a pas sonné.

Les pays industrialisés ne choisissent pas le nucléaire et si certains envisagent de construire quelques réacteurs, ceux-ci ne compensent même pas ceux qui sont fermés. Le plan Obama ne consacre rien au nucléaire, abandonné depuis de longues années aux États-Unis pour cause de non-rentabilité. Au contraire, les investissements dans les énergies renouvelables à l'échelle planétaire ont explosé en 2008 et l'importance des relances vertes en Chine, aux États-Unis ou en Corée du Sud (plus de 400 milliards de dollars, soit 283,8 milliards d'euros) démontre la montée en puissance industrielle.

Pour la première fois dans l'Histoire, l'Europe comme les États-Unis ont ajouté davantage de capacités de production d'énergies renouvelables en 2008 que de capacités d'énergies classiques. La production d'énergies renouvelables a atteint 280 GW, l'équivalent de trois fois le nucléaire américain. Au total, les investissements dans les énergies renouvelables ont atteint 120 milliards de dollars (+ 16 %) en 2008 et les capacités éoliennes installées 121 GWh, soit la capacité de 100 réacteurs nucléaires (+ 29 %). Le solaire photovoltaïque raccordé au réseau électrique a bondi de 70 % et la production mondiale de cellules photovoltaïques a presque doublé, avec une hausse de 90 % en 2008.

Quant à l'argument selon lequel les énergies renouvelables ne pourraient qu'être subsidiaires, il est purement et simplement faux. Par exemple, l'Australie a annoncé un objectif de 45 térawattheure (TW) d'énergies renouvelables d'ici à 2020. Le Brésil veut accroître la part des énergies renouvelables dans les énergies primaires, où elles représentaient déjà 46 % en 2007. L'Inde vise l'équivalent de 14 centrales nucléaires en nouvelles capacités de renouvelables pour 2012 ; le Japon projette 14 GW de solaire photovoltaïque d'ici à 2020 et 53 GW pour 2030. Les projets de centrales thermosolaires, qui permettent une production massive d'électricité, se multiplient de 250 MW pour les plus petites à 850 MW en Californie et 1 GW en Inde.

Dès lors, le risque avec le choix fait par le gouvernement est triple : industriel, financier, politique.

1 - Industriel : anéantir l'industrie française du renouvelable et de l'efficacité énergétique, qui ne demanderait qu'à se développer, et, du même coup, nous priver du seul domaine de réindustrialisation solide de la France et de création d'emplois. Le même euro dépensé crée 15 fois plus d'emplois dans le renouvelable que dans la filière nucléaire. Il est illusoire de penser que nous développerons simultanément un grand plan de relance du nucléaire et une industrie des énergies renouvelables.

C'est financièrement insoutenable et le modèle ne fonctionne pas : trop d'électricité nucléaire à consommer conduit à réduire les efforts d'efficacité énergétique et à voir EDF refuser de supporter les obligations de rachat à un prix correct de l'électricité issue des énergies renouvelables (EnR). Faute de la politique suivie par les pouvoirs publics, nous ne disposons pas de leader mondial, ni même européen, dans ces secteurs et nous n'en aurons pas si nous ne commençons pas par le marché intérieur.

2 - Financier : imaginer que nos voisins vont se ruer sur l'électricité nucléaire, rien n'est moins sûr. L'électricité verte est encouragée et préférée par les consommateurs, et le pari de vendre plus d'électricité à l'export se heurte d'une part aux politiques de réduction de la consommation énergétique (objectif de 20 % d'augmentation de l'efficacité énergétique) et d'autre part aux efforts énormes faits par nos voisins pour augmenter leur potentiel d'énergies renouvelables.

Dès lors, le risque d'échec commercial est considérable, qui vient accentuer une situation financière déjà très fragile du secteur nucléaire ; Areva a un besoin de financement de 11 milliards d'euros, sans compter l'épée de Damoclès que constitue le réacteur EPR de Finlande (dont, au passage, les critiques très sévères faites par les Finlandais sur la conception et la réalisation font frémir) et EDF est dans une situation financière que certains jugent préoccupante. Mais le but n'est-il pas de rendre inévitable la privatisation de tout le secteur pour permettre à des financiers ou à de grandes entreprises comme Bouygues de mettre la main sur les investissements faits de longue date par les citoyens français, en rachetant des actions d'entreprises endettées ?

3 - Politique : enfin, et peut-être surtout, ce choix conduit notre pays à se transformer en VRP du nucléaire en direction, de préférence, des pays les moins recommandables, dans la mesure où les clients habituels ne sont plus acheteurs. Ce faisant, nous prenons un risque majeur pour la planète entière en termes de Tchernobyl à répétition et de dissémination de produits radioactifs, sans parler des risques de répétition de situations à l'iranienne ou à l'irakienne dans des pays peu stables.

Dès lors, ce choix, qui n'a pas été discuté puisqu'il a été sorti du Grenelle, qui n'a fait l'objet d'aucune évaluation, notamment au regard de l'intérêt des énergies renouvelables, risque d'être un véritable boulet pour l'économie française et de se transformer en erreur historique
dont les seuls bénéficiaires pourraient être quelques entreprises en cour, qui pourront élargir leur gamme de produits énergétiques à bon compte.

Corinne Lepage,
vice-présidente du MoDem, présidente de CAP21

Source : Le Monde - 6 juin 2009 - Point de vue